

TOUS UNIS CONTRE LE PROTECTIONNISME DES PAYS DU NORD ?

Guillaume Daudin *

Département de la mondialisation

Le débat actuel sur la mondialisation oppose les sceptiques — notamment les ONG — et les enthousiastes — notamment les grandes organisations internationales issues de Bretton-Woods. Un rapport récent de l'OXFAM — une ONG habituellement sceptique —, les réactions qu'il a suscité parmi les enthousiastes et de nombreuses interventions des sceptiques comme des enthousiastes montrent que ces deux camps se réconcilient lorsqu'il s'agit de condamner le protectionnisme des pays du Nord : les sceptiques dénoncent l'obstacle mis au développement des pays du Sud ; les enthousiastes y voient une entorse néfaste au libre-échange.

On s'interroge ici sur la profondeur de cette réconciliation. Les outils habituels d'analyse des effets des restrictions commerciales utilisés par les enthousiastes — et repris dans les arguments des sceptiques — sont des modèles d'équilibre général calculables appliqués à l'analyse du commerce international. Ils montrent en fait que les gains de l'ouverture des marchés des pays du Nord seraient faibles et reviendraient en termes absolus en priorité aux pays du Nord : ils ne permettent pas de condamner le protectionnisme des pays du Nord au nom des intérêts des pays du Sud. Ces modèles ne permettent donc pas d'étendre l'accord entre enthousiastes et sceptiques sur un résultat à un accord sur une analyse complète du rôle du commerce international. Cela est d'ailleurs confirmé par la méfiance de certains enthousiastes envers leur rapprochement avec les sceptiques.

Le problème vient peut-être de ce que ces modèles ne sont pas adaptés à l'analyse des problèmes de développement des pays du Sud. Cependant, les développements théoriques qui montrent que le protectionnisme des pays du Nord gêne le développement des pays du Sud reposent sur des mécanismes qui impliquent que la libéralisation n'est peut-être pas la meilleure solution pour assurer le développement des pays du Sud, contrairement aux recommandations des enthousiastes de suivre les règles de l'OMC. Ces outils ne permettent pas d'étendre l'accord entre sceptiques et enthousiastes. Cela est confirmé par l'examen des positions des sceptiques radicaux et même de certaines positions des sceptiques modérés.

* Merci à Henri Sterdyniak pour son soutien à la rédaction de cet article. Merci à Isabelle Bensidoun, Jean-Paul Fitoussi, Guillaume Gaulier, Jacques Le Cacheux, Françoise Milewski, Soledad Zignago et aux participants du séminaire interne de l'OFCE pour leurs commentaires.

L'accord entre sceptiques et enthousiastes pour condamner le protectionnisme des pays du Nord ne s'étend donc pas à une analyse théorique du commerce international. Il n'est pas possible de condamner du protectionnisme des pays du Nord au nom de son effet sur les pays du Sud sans justifier le protectionnisme des pays du Sud.

Les gouvernements, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales ont pris part au débat sur les effets du développement des échanges économiques internationaux. Schématiquement, deux camps se dégagent. Une grande partie des organisations non gouvernementales (ONG), les agences liées à l'ONU et certains gouvernements du Sud considèrent la mondialisation et ses bienfaits éventuels avec scepticisme : ils pensent que la manière dont elle est organisée par les pays du Nord l'empêche de bénéficier aux pays du Sud. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sont traditionnellement des enthousiastes de la mondialisation : ils pensent que « l'ouverture commerciale est la plus puissante force de croissance économique connue par l'homme »¹. Cette opposition est bien sûr forcée : les différentes positions dans le débat sont diverses et nuancées. Mais elle suffit à notre propos, qui n'est pas ici de déterminer qui des « enthousiastes » ou des « sceptiques » a raison.

Récemment, au travers de leurs publications et de leurs déclarations, ces deux camps se sont réconciliés pour condamner le protectionnisme des pays du Nord en ce qu'il empêcherait les pays du Sud de pleinement tirer profit de la mondialisation. L'objectif de cet article est de déterminer si cette réconciliation sur ce point particulier provient d'un accord implicite sur un modèle d'analyse économique du rôle potentiel de l'insertion internationale pour le développement des pays du Sud.

Dans une première partie, nous partirons du rapport d'une importante organisation non gouvernementale anglaise — l'OXFAM (Comité d'Oxford pour la lutte contre la famine²) —, de l'accueil qu'il a reçu, et d'un ensemble d'autres interventions pour montrer l'existence de la convergence sur ce résultat. Dans une deuxième partie, nous montrerons que les outils des enthousiastes qui sont mobilisés par les différents intervenants ne permettent pas de défendre le point de vue défendu par les sceptiques, c'est-à-dire que le protectionnisme des pays du Nord nuirait de manière importante aux pays du Sud plus

1. Selon l'expression ironique de D. Rodrik (2000) : « *Openness to trade is the most potent force of economic growth known to man* », p. 1.

2. *Oxford Committee for Famine Relief*.

qu'il ne nuirait (éventuellement) aux pays du Nord. Dans une troisième partie, nous montrerons que les modèles qui illustrent le point de vue des sceptiques ont des conclusions en contradiction avec les positions en faveur du libre-échange des enthousiastes : ils impliquent en effet que l'intégration à l'économie mondiale peut ne pas être la solution aux problèmes de développement des pays du Sud.

Il n'est pas surprenant que le protectionnisme des pays du Nord nuise aux pays du Sud. Ce qui est surprenant, c'est qu'il n'est pas possible de montrer qu'il nuit massivement et en priorité aux pays du Sud au nom des modèles défendant le libre-échange. La condamnation du protectionnisme des pays du Nord au nom des pays du Sud implique que l'on puisse justifier celui des pays du Sud.

L'union contre le protectionnisme du Nord

Le rapport de l'OXFAM et les réactions qu'il a engendrées sont les signes d'une convergence d'opinion entre les sceptiques et les enthousiastes. Il est aussi possible de retrouver cette convergence dans les déclarations publiques de différents acteurs du débat sur la mondialisation.

Le rapport de l'OXFAM

En avril 2002, l'OXFAM a publié un rapport³ dans le cadre de sa campagne « Pour un commerce équitable »⁴. Celui-ci est emblématique de la convergence de vues entre les sceptiques et les enthousiastes. Bien qu'il soit issu d'une organisation traditionnellement sceptique, il a été favorablement accueilli par beaucoup d'enthousiastes⁵.

3. K. Watkins & P. Fowler (2002).

4. « *Make Trade Fair* », dans la version anglaise.

5. Le rapport prend d'ailleurs le soin de renvoyer dos-à-dos « mondialophiles » et « mondialophobes ». Il faut préciser à ce propos que personne n'accepte cette appellation pour lui-même : il s'agit d'un terme péjoratif utilisé par les enthousiastes de la mondialisation. Cf. W. Bello (2002a), p. 2., V. Shiva (2002) affirme par exemple : « Le mouvement anti-mondialisation n'est pas mondialophobe, il s'appuie sur un internationalisme et un sens de la solidarité profond. Ce à quoi il s'oppose sont les règles du libre-échange qui ne sont réglementées ni par l'éthique, ni par la justice, ni par la démocratie, ni par la reconnaissance des limites écologiques. (« *The anti-globalisation movement is not globophobic, it is based on deep internationalism and solidarity. What it is against is the rules of free trade unregulated by ethics, justice, democracy and ecological limits* »).

Une source normalement sceptique

L'OXFAM a été fondée en 1942 pour lutter contre la famine en Grèce occupée. Elle comptait en l'an 2000 dix branches nationales, employait 3 500 salariés et gérait un budget annuel de plus de 200 millions d'euros⁶. Cela en fait l'une des plus grandes ONG mondiales. Elle a de plus une excellente réputation tant auprès des autres ONG que dans le grand public. Comme le dit un journaliste du *Financial Times* : « Quand l'OXFAM parle, les gens de bonne volonté écoutent »⁷. L'OXFAM fait partie depuis les années 1990 « génération Seattle »⁸.

La préface élogieuse du prix Nobel Amartya Sen devrait rassurer les économistes du sérieux du rapport. Il ne s'agit cependant pas d'un ouvrage écrit par des économistes pour des économistes. Kevin Watkins, qui a rédigé la majeure partie du rapport, est conseiller politique principal⁹ à l'OXFAM et éditeur contribuant¹⁰ à la *Review of African Political Economy*¹¹. Ses interventions précédant son entrée à l'OXFAM¹², comme celles qu'il l'ont suivi¹³, le placent résolument dans le rang des sceptiques de la mondialisation. Penny Fowler, qui a écrit le chapitre portant sur le commerce agricole, est conseillère en politique commerciale¹⁴ à l'OXFAM.

Les quatre premiers chapitres du rapport

Comme l'annonce son titre, *Deux poids, deux mesures*¹⁵, le rapport soutient que les gouvernements des pays du Nord, les organisations internationales issues de Bretton Woods et les entreprises transnationales imposent des règles plus sévères aux pays du Sud que celles qui ont été ou sont imposées aux pays du Nord dans le cadre de la mondialisation. Ce titre donne le ton sceptique du rapport. Cependant, l'introduction et les quatre premiers chapitres expriment un point de vue positif par rapport à la mondialisation. C'est ce point de vue qui

6. L. Dumont (2001) et F. Rubio (2002). On peut consulter le site de l'OXFAM : <http://www.oxfam.org>.

7. M. Wolf (2002), « *When Oxfam speaks, well-intentioned people listen* ».

8. Cf. C. Losson & P. Quinio (2002).

9. *Senior policy advisor*.

10. *Contributing editor*.

11. Ce journal se décrit comme étant « une importante revue de gauche qui examine : l'impérialisme sous un angle politique ; le développement ; les luttes agraires, populaires et démocratiques ; la justice entre classes, genres, sociétés » (« *a leading left journal on Africa examining : the politics of imperialism ; development ; agrairian, popular and democratic struggles ; class, gender and social justice* »).

12. K. Watkins (1991) ; K. Watkins (1994b) ; K. Watkins (1994a) ; K. Watkins (1995).

13. K. Watkins (2000) ; K. Watkins (2002).

14. *Trade policy advisor*.

15. *Rigged rules and double standards*, dans la version anglaise.

a été souligné à la fois dans le rapport exécutif ¹⁶ et les communiqués de presse du rapport ; c'est lui qui a été repris en priorité par les commentateurs, quitte à oublier les autres chapitres du rapport.

Dans l'introduction, le rapport affirme que la mondialisation représente bien une chance, mais que les pays du Nord l'ont pour l'instant gérée de manière inéquitable. Ceci a provoqué une crise de légitimité des institutions régulant les relations économiques internationales. Il est donc nécessaire, pour éviter l'éclatement du système économique mondial, de le réformer pour mettre en place, selon l'expression de Gordon Brown — alors Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni — une « mondialisation englobante » ¹⁷.

Dans un premier chapitre, le rapport décrit le processus de mondialisation depuis la Seconde Guerre mondiale : il mesure quantitativement l'importance des relations économiques internationales avant de souligner leurs mutations récentes et de comparer la situation actuelle avec celle des années 1920. Le rapport présente la manière dont le commerce peut servir à réduire la pauvreté dans les pays du Sud dans le deuxième chapitre. Il souligne d'abord que les gains potentiels du commerce sont importants : une augmentation de 1 % de la part de l'Afrique dans le commerce mondial lui fournirait un revenu égal à cinq fois les flux d'aide au développement qui lui sont destinés. Puis il s'étend sur les gains pour les populations les plus pauvres des pays du Sud de l'exploitation des avantages comparatifs de ces derniers dans l'agriculture et les activités manufacturières intensives en travail. Finalement, le rapport signale que le commerce peut être bénéfique dans d'autres situations que la simple exploitation des avantages comparatifs, par exemple en favorisant la diffusion de nouvelles idées et de nouveaux produits ayant des externalités positives pour l'ensemble de l'économie ¹⁸. Le troisième chapitre montre que le commerce international n'a récemment pas joué ces rôles positifs : au contraire, les inégalités de revenu auraient crû et le système commercial serait de plus en plus polarisé. Le rapport suggère que les secteurs qui se sont développés dans les pays du Sud ne sont pas ceux qui soutiendraient le mieux le développement économique de ces pays. De plus, il souligne que les plus pauvres sont ceux qui ont le plus souffert de l'extension du commerce international car ils se trouvent à la fois dans l'incapacité de profiter de ses effets positifs et soumis à ses aspects négatifs.

16. *executive report*.

17. « *inclusive globalisation* ».

18. Ainsi, ce n'est qu'en avril 2000 que les pays africains se sont engagés à réduire les droits de douanes sur les moustiquaires et les autres biens nécessaires à la lutte contre la malaria : G. J. Bannister & K. Thugge (2001), p. 7 et K. Watkins & P. Fowler (2002), p. 62.

Le rapport propose donc de réformer des points spécifiques du système international. Le quatrième chapitre, notamment, a causé le plus de réactions, au point d'occulter les autres recommandations du rapport. Il porte sur le fait que les pays du Nord continuent à limiter l'accès des pays du Sud à leurs marchés agricoles et textiles : pour mesurer cette limitation, il construit un index de « double étalon »¹⁹ prenant en compte l'ensemble des mesures protectionnistes des pays du Nord. Il affirme que le coût de ces protections (100 milliards de dollars) est égal au double de l'aide au développement distribuée au Sud par le Nord²⁰. Il suggère donc que la suppression du protectionnisme des pays du Nord serait une très bonne chose pour les pays du Sud.

Les louanges des enthousiastes

De nombreux enthousiastes de la mondialisation ont réagi de manière positive au rapport en accueillant favorablement sa critique du protectionnisme du Nord. C'est le cas du *Washington Post*²¹, qui soutient généralement la mondialisation, de *The Economist* qui affirme « Quand les pays riches libéralisent, les pauvres en profitent rapidement »²², et du *Monde*²³.

La plupart des acteurs institutionnels de l'économie internationale ont fait de même — même si chacun peut en avoir critiqué des détails. Kofi Annan — Secrétaire général de l'ONU — a partagé l'analyse, même s'il trouve les avancées de Doha plus positives que l'OXFAM²⁴ ne l'écrit. De même, Mike Moore — alors Directeur général de l'OMC — pense que le rapport est « salutaire et utile »²⁵, même si lui-même défend le fonctionnement et les réformes menées par l'OMC²⁶. La Commission européenne se défend des critiques présentées contre elle. Cela ne l'empêche pas d'affirmer que : « En général, [le rapport] présente une analyse qui est remarquablement similaire à celle de l'UE »²⁷.

Le rapport de l'OXFAM et les réactions qu'il a suscitées suggèrent qu'il existe une convergence entre sceptiques et enthousiastes pour condamner le protectionnisme des pays du Nord.

19. *Double Standard Index*.

20. Nous revenons sur ce chiffre p. 10, car, repris dans le communiqué de presse et par les commentateurs, il a eu une grande importance dans la réception du rapport.

21. P. Blustein (2002).

22. « *When rich countries liberalise, the poor swiftly benefit* ». *The Economist* (2002).

23. M. Laronche (2002).

24. G. Capdevila (2002).

25. « *healthy and useful* ».

26. World Trade Organisation (2002).

27. « *In general it presents an analysis which is remarkably similar to the EU's own* » European Union (2002).

Les convergences

Cette convergence est confirmée par d'autres interventions.

Les sceptiques

La CNUCED²⁸ dénonce depuis longtemps les subventions que les pays riches distribuent à leur industrie et leur agriculture²⁹. Diverses ONG présentent des arguments similaires à ceux de l'OXFAM. Une ONG américaine, Christian Aid, mène ainsi une campagne portant sur le commerce : « Justice dans le commerce³⁰ ». Dans son livre d'introduction, l'organisation affirme : « Le commerce peut être une force positive — si les règles internationales et les pratiques qui le gouvernent sont modifiées. Pour l'instant, elles sont injustement avantageuses pour les nations et les firmes les plus riches »³¹. De même, le chef du bureau Affaires et droits humains³² d'*Human Rights Watch* affirme que : « [Si] le moins que l'on puisse dire c'est que la mondialisation n'a pas permis une augmentation des standards des droits économiques ou sociaux, bien au contraire, [...] la mondialisation possède deux facettes. Elle peut aussi permettre d'améliorer les choses ». Il a d'ailleurs envoyé une lettre en 2001 au représentant américain au Commerce pour lui expliquer comment un commerce bien orienté, « plus éthique » pouvait être « profitable »³³. De même encore, le secrétaire général de *Via campesina*³⁴ a déclaré, en juin 2000, pour se défendre d'être un protectionniste : « Les libéraux les plus fervents sont souvent ceux qui n'envisagent le libre commerce qu'à sens unique. Regardez l'Europe et les États-Unis : ils ont forcé les frontières des pays du Sud, mais rechignent toujours à ouvrir les leurs à nos produits »³⁵. De même, enfin, le président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest trouve aberrant de voir « que les paysans sénégalais n'arrivent pas à écouler un million de tonne d'huile d'arachide dans leur propre pays. Tout ça parce que l'Europe a poussé ses paysans à faire de l'huile de soja et de tournesol. Elle les subventionne, ils inondent nos marchés. Résultat : elle est vendue un franc moins cher que l'huile

28. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (aussi désigné, comme nous le ferons parfois, par son acronyme anglais UNCTAD).

29. Cf. chapitre IV dans UNCTAD (1999).

30. *Trade justice*.

31. « *Trade can be [a] positive force — if the international rules and practices that govern it are changed. At the moment, they are unfairly biased in favour of the richest nations and companies* ». M. Drewry, J. Macmullan & J. Benthall (2002), p. 3.

32. *business and human rights*.

33. C. Losson & P. Quinio (2002), p. 52.

34. Une sorte d'« internationale paysanne ». Cf. C. Losson & P. Quinio (2002), p. 79-83.

35. C. Losson & P. Quinio (2002), p. 81-82.

d'arachide... »³⁶. Le Parti des socialistes européens cite parmi les percées qui « se sont fait attendre » « une libéralisation du commerce véritablement favorable au développement des pays pauvres »³⁷.

Les enthousiastes

Les enthousiastes de la mondialisation partagent cette condamnation du protectionnisme du Nord. Un éditorial du *New York Times* de juillet 2002 traite ainsi de l'effet nocif pour les pays du Sud des subventions accordées aux agriculteurs des États-Unis³⁸. Il cite Mark Malloch Brown, administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement, et James Wolfensohn, directeur de la Banque mondiale. Ce dernier a par exemple dit que : « Ces subventions handicapent les chances de l'Afrique de sortir de la pauvreté par les exportations »³⁹. De même, Krista Georgiva, directeur pour l'environnement à la Banque mondiale a affirmé peu avant le sommet de Johannesburg : « Entre 70 et 72 milliards de dollars de subventions sont accordées chaque année aux énergies fossiles et au nucléaire dans les pays industrialisés et 1 milliard de dollars est octroyé chaque jour [soit 360 milliards chaque année] à l'agriculture. Sans ces subventions, les pays en voie de développement seraient plus compétitifs. L'ironie du sort, c'est que les institutions comme le FMI et la Banque mondiale n'ont cessé de promouvoir la libéralisation du commerce. Le problème, c'est que les pays riches ne jouent pas le jeu... »⁴⁰. La Banque mondiale, dans son rapport sur le développement dans le monde de 2000-2001 affirme : « Les obstacles opposés au commerce par les pays développés peuvent freiner sérieusement la croissance des pays pauvres »⁴¹. Le FMI a récemment fait paraître un rapport en collaboration avec la Banque mondiale dans lequel il affirme : « On peut estimer que les restrictions commerciales des pays industriels en matière de textile et d'habillement ont empêché la création de bien plus de 20 millions d'emplois dans les pays en développement »⁴². Le Premier ministre belge — issu d'un parti libéral de centre droit — a aussi dénoncé récemment le protectionnisme des pays du Nord dans les secteurs de l'agriculture et des textiles⁴³.

36. C. Losson & P. Quinio (2002), p. 98. Cette remarque est d'ailleurs en partie injustifiée puisque l'Europe produit très peu d'huile de soja.

37. E. B. Crespo & P. N. Rasmussen (2002).

38. N. D. Kristof (2002).³⁹. « *These subsidies are crippling Africa's chance to export its way out of poverty* ».

40. L. Chemineau (2002).

41. World Bank (2001b), chapitre X : p. 213. Cf. aussi le troisième chapitre dans World Bank (2001a).

42. « *It is estimated that industrial country restrictions on trade in textiles and clothing have prevented the creation of well over 20 million jobs in developing countries.* ». International Monetary Fund & World Bank (2002b), p. 5 et 6. Voir aussi : International Monetary Fund & World Bank (2002a).

43. G. Verhofstadt (2002).

Les sceptiques comme les enthousiastes acceptent l'idée que le protectionnisme des pays du Nord fait souffrir les pays du Sud. Cet accord est le fruit de la convergence entre l'idée enthousiaste que plus de libre-échange est toujours bénéfique et l'idée sceptique que l'organisation actuelle de la mondialisation, dominée par le Nord, fait souffrir massivement et en priorité les pays du Sud.

Ce que disent vraiment les outils des enthousiastes

Est-ce que cette coïncidence sur un résultat est le signe d'un accord plus large sur l'analyse du rôle du commerce international dans le développement des pays du Sud ? C'est ce qui est suggéré par le fait que l'OXFAM mobilise les outils traditionnels d'analyse des politiques commerciales développés par les enthousiastes.

L'exemple du support empirique du rapport de l'OXFAM

L'OXFAM présente deux types d'estimations pour évaluer le manque à gagner causé par le protectionnisme des pays du Nord aux pays du Sud.

Comptabilité

Le premier type d'estimations est issu d'un simple raisonnement comptable dans un cadre d'équilibre partiel. Dans la première section du deuxième chapitre, l'OXFAM compare les gains potentiels du commerce avec les gains liés à l'aide internationale⁴⁴. Il affirme que « Si [les pays en développement] augmentaient leur part des exportations mondiales de 5 %, cela générerait plus de 350 milliards de dollars — sept fois plus qu'ils ne reçoivent en aide. [...] Même des augmentations modestes de la part des exportations mondiales issue des pays en développement auraient le pouvoir de générer des augmentations fortes de revenu. [Une augmentation de 1 % des exportations correspondrait à] une augmentation [de revenu] de 30 dollars par habitant dans les pays à revenu faible, ce qui représente une

44. Cette dernière est à peu près de 50 milliards de dollars.

augmentation de 7 % »⁴⁵. Ainsi, par simple arithmétique, ces chiffres suggèrent que l'élasticité du revenu aux exportations serait de 7, ce qui est en effet considérable. Ils sont en fait trompeurs.

Tout d'abord, les augmentations d'exportations auxquelles il est fait allusion ne sont pas en pour cent mais en points de pourcentage. Les pays à bas revenu assurent 3 % des exportations mondiales. Donc l'augmentation d'un point de pourcentage de cette part se traduirait par une augmentation d'un tiers de leurs exportations. Il ne s'agit pas d'une « augmentation modeste ». L'élasticité corrigée pour prendre ce fait en compte, du revenu par rapport aux exportations n'est en fait que de 0,2 pour les pays à bas revenu.

Même si l'on se borne à un raisonnement comptable, ce n'est pas le seul problème de ces chiffres. Ils sont obtenus en comparant les exportations et le revenu : il s'agit là de deux grandeurs de natures différentes. Le revenu est une somme de valeurs ajoutées ; les exportations sont une somme de ventes. Or une grande partie des exportations industrielles des pays en développement — par exemple en Amérique latine — est formée de consommations intermédiaires étrangères⁴⁶. Ainsi la valeur des importations de consommations intermédiaires des *maquiladoras* mexicaines est égale à 80 % de la valeur de leurs exportations⁴⁷. Il convient donc de défalquer les consommations intermédiaires importées⁴⁸ du total des exportations pour calculer comment leur augmentation affecterait le revenu national. En contraste, l'aide au développement représente bien une augmentation directe du revenu.

Toujours en termes de comptabilité nationale, l'effet de l'augmentation des exportations sur le revenu national est plus réduit que son effet sur le revenu intérieur. Lorsque des entreprises du Nord s'installent au Sud, elles conservent la propriété de leur capital : il faut donc défalquer du revenu intérieur la part de la valeur ajoutée qui revient à ce capital étranger pour calculer l'augmentation du revenu national par tête.

Les chiffres fournis par le rapport dans son deuxième chapitre ne fournissent donc, au mieux, qu'une mesure comptable, donc dans le cadre d'un équilibre partiel, de l'effet maximum que peut avoir

45. K. Watkins & P. Fowler (2002), « *If [the developing countries] increased their share of world exports by five per cent, this would generate more than \$350bn — seven times as much as they receive in aid. [...] Even modest increases in the share of the world exports captured by developing countries would have the potential to generate large increases in income. [a one per cent increase in exports would be equivalent to] an increase [in income] of \$30 per capita in low-income countries, representing an increase of seven per cent* », p. 47-8. Les chiffres utilisés sont tirés de World Bank (2001c).

46. C'est d'ailleurs signalé par le rapport : cf. K. Watkins & P. Fowler (2002), p. 78-79.

47. K. Watkins & P. Fowler (2002), p. 78.

48. Les consommations intermédiaires non-importées peuvent être conservées — à condition que leurs propres consommations intermédiaires soient nationales — puisqu'elles sont bien produites par d'autres acteurs de l'économie.

l'augmentation des exportations sur le revenu par tête dans les pays en voie de développement. Ils ne font pas intervenir de théorie économique et ne prennent pas en compte les effets dynamiques ou statiques qu'aurait l'augmentation des exportations sur d'autres variables économiques : importation, productivité, consommation, etc. Ils ne montrent donc pas de manière convaincante que le protectionnisme du Nord fait souffrir le Sud de manière importante.

L'utilisation d'une estimation néoclassique

Un second groupe de chiffres est fourni dans le quatrième chapitre. Le rapport soutient que le coût total pour les pays en développement de l'ensemble des barrières commerciales — droits de douanes, restrictions autres que les droits de douanes, actions *antidumping* et normes de produits — serait de 100 milliards de dollars, soit presque le double de ce qui est offert par les pays du Nord aux pays du Sud sous forme d'aide au développement⁴⁹. Malheureusement, ce chiffre est donné sans référence : il est donc impossible de juger de sa valeur. Dans le même paragraphe, le rapport affirme que le coût des droits de douanes — il s'agit en fait à la fois des droits de douanes et des contingentements — des pays du Nord est de 43 milliards de dollars par an pour les pays en développement⁵⁰. C'est à partir de cette référence que des chiffres de gains de l'ouverture des marchés des pays du Nord pour les différentes régions formant le Sud sont donnés quelques pages plus loin⁵¹.

Ces estimations proviennent d'un travail universitaire⁵² qui se place dans la lignée de l'étude néoclassique de l'effet des restrictions commerciales, notamment par l'utilisation des triangles d'Harberger. Le rapport d'OXFAM mobilise donc les outils le plus souvent utilisés par les enthousiastes : cela suggère que la convergence entre les sceptiques et les enthousiastes dépasse la simple affirmation que le protectionnisme du Nord nuit au Sud et s'applique aussi au modèle d'analyse économique.

Cela n'est pas confirmé par l'examen plus précis des résultats. L'estimation de 43 milliards de dollars concerne les pays en voie de développement au sens de l'OMC — *i.e.* selon un critère auto-déclaratif, qui inclut la Corée du Sud, Taïwan, Hongkong et Singapour. Les gains des pays à revenu faible ou moyen au sens de la Banque mondiale

49. K. Watkins & P. Fowler (2002), p. 96.

50. K. Watkins & P. Fowler (2002), p. 96.

51. K. Watkins & P. Fowler (2002), p. 100.

52. K. Anderson et alii. (2001a), repris dans K. Anderson et alii. (2001b), p. 238. Remarquons que ces estimations supposent que les accords de l'*Uruguay Round* soient pleinement mis en œuvre. Ce n'est par exemple pas encore le cas pour la suppression des protections accordées au secteur textile, puisqu'elle doit prendre place graduellement jusqu'en 2005. L'estimation est faite en dollars 1995.

ne sont que de 39 milliards⁵³. Les gains de la libéralisation du Nord pour les pays à revenu faible ou moyen ne représentent donc que 0,6 % de leur revenu en 1999 (6 300 milliards de dollars⁵⁴). De plus, les gains de la libéralisation du Nord vont essentiellement — en termes absolus — aux pays à revenu élevé : sur un gain total de 140 milliards de dollars, 28 % reviennent aux pays à revenu faible ou moyen et 72 % aux pays à revenu élevé (ce qui ne représente toutefois que 0,3 % du revenu de ces derniers). Les pays à revenu faible ou moyen gagneraient d'ailleurs autant — 40 milliards de dollars — à la suppression de leurs propres barrières qu'à celles des pays à revenu élevé⁵⁵. Le modèle produisant les estimations mobilisées par le rapport de l'OXFAM est donc incompatible avec la position sceptique qui veut que le protectionnisme des pays du Nord fasse souffrir massivement et en priorité — en termes absolus — les pays du Sud. En effet, il prévoit que les gains à la libéralisation des pays du Nord seraient faibles et reviendraient en termes absolus en priorité aux pays du Nord. Est-ce simplement le cas de cette estimation particulière ou de toutes celles construites grâce aux modèles utilisés par les enthousiastes ?

Les modèles d'équilibre général calculable appliqués à l'analyse des politiques commerciales

L'outil privilégié de mesure des coûts du protectionnisme par les enthousiastes est le modèle d'équilibre général calculable appliqué à l'analyse des politiques commerciales⁵⁶. Les modèles d'équilibre général calculable ont été utilisés pour mesurer l'effet des politiques commerciales depuis le *Tokyo Round*. Ils ont joué un grand rôle dans les débats portant sur l'*Uruguay Round*⁵⁷.

Les modèles d'équilibre général calculables sont des constructions théoriques des économies étudiées utilisant des agents représentatifs prenant des décisions de consommation, de production, etc. Leur cadre est néoclassique : les marchés des biens et des facteurs de production sont le plus souvent supposés efficaces et équilibrés par les prix. Dans la mesure du possible, leurs paramètres sont obtenus à partir des résultats d'études empiriques. Mais ce n'est pas toujours possible, notamment pour les très nombreuses élasticités nécessaires à la

53. K. Anderson et alii. (2001b), p. 241.

54. World Bank (2001b), p. 317.

55. K. Anderson et alii. (2001b), p. 241.

56. Pour une présentation technique du modèle LINKAGE utilisé par la Banque mondiale, cf. van der Mensbrugge, D. (2001) (un résumé se trouve dans World Bank (2001a), p. 178). Pour une présentation générale des modèles utilisés pour étudier les effets des politiques commerciales, y compris donc les modèles d'équilibre général calculable, cf. J. F. Francois & K. A. Reinert (1997). Enfin, pour un résumé des résultats des différents modèles, cf. J. Francois (2000).

57. World Bank (2001a), p. 178 et L. Cernat, S. Laird & A. Turrini (2000), p. 24.

modélisation des choix de consommation, des choix de production et des économies d'échelle. Ils se différencient entre eux essentiellement par deux groupes d'hypothèses : l'horizon temporel considéré et la nature de la concurrence.

Certains modèles considèrent l'accumulation de capital — investissement privé de chaque pays, flux internationaux de capitaux et éventuellement investissement public — comme une variable exogène : ils ne traitent que des gains statiques. D'autres traitent l'accumulation du capital comme une variable endogène : ils introduisent donc des gains dynamiques. Par nature, ces derniers modèles supposent des horizons temporels plus longs que les premiers ⁵⁸.

La nature de la concurrence est centrale à l'étude du commerce international. Certains modèles, utilisés essentiellement pour étudier le secteur agricole, supposent des biens homogènes ⁵⁹ : mais cette hypothèse ne convient pas à l'étude du commerce en biens manufacturés, puisqu'elle exclut la possibilité du commerce intrabranche. Or celui-ci forme une part importante des échanges entre les pays développés. Une manière de l'intégrer est de supposer que toutes les filiales de toutes les firmes produisent des biens différents : le marché est donc organisé selon une concurrence monopolistique. Une autre possibilité est de conserver la concurrence parfaite en supposant que les biens de même catégorie dans la nomenclature mais produits par différents pays sont des substituts imparfaits : il s'agit là de l'hypothèse d'Armington. Le modèle le plus utilisé, GTAP, est construit ainsi ⁶⁰. Cette hypothèse évite d'avoir à estimer les rendements d'échelle, puisque la concurrence est considérée comme parfaite. Les deux hypothèses nécessitent d'estimer des élasticités de substitution entre les différentes variétés de biens pour modéliser les choix de consommation et les choix d'entrants dans la production ⁶¹.

Les estimations des gains de la libéralisation commerciale

Les estimations du coût des barrières commerciales issues de l'utilisation de modèles d'équilibre général calculable sont nombreuses. Elles sont difficiles à comparer, car elles concernent des scénarios légèrement différents les uns des autres ⁶². Le tableau I rassemble les principaux résultats des simulations réalisées.

58. J. Francois (2000), p. 6.

59. I. Goldin, O. Knudsen & D. van der Mensbrugge (1993).

60. T. W. Hertel (1997).

61. J. Francois (2000), p. 4-5.

62. Par exemple : le scénario exact, l'année de base, l'horizon temporel, la définition du gain, etc. Pour d'autres revues, cf. World Bank (2001a), p. 166-71. Cf. aussi L. Cernat et alii. (2000), p. 58. On peut trouver dans ce dernier des informations sur les scénarios de libéralisation partielle que nous ne présentons pas.

I. Résultats des simulations de la libération du commerce des marchandises

Scénario	Source	Définition du Sud	Gain en produit (en dollars et % du PIB)
Libéralisation unilatérale du Nord : gain du Sud	K. Anderson et alii. (2001b), p. 241 (OXFAM) World Bank (2001a), p. 171 E. Ianchovichina, A. Matto et M. Olarreaga (2001), p. 17	Pays à revenu faible ou moyen Pays à revenu faible ou moyen Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud) ¹	39 milliards, 0,6 % 75 milliards, 1,2 % 1,8 milliard (mais NB la définition du Sud), soit 1,2 %
Libéralisation multilatérale : gains du Sud	K. Anderson et alii. (2001b), p. 241 World Bank (2001a), p. 171 I. Goldin et alii. (1993), p. 205 L. Fontagné, J.-L. Guérin et S. Jean (2002), p. 16-19 (CEPII) P. Dee & K. Honslow (2000), p. 18. S. Dessus, K. Fukasaku et R. Safadi (1999), p. 16 (OCDE)	Pays à revenu faible ou moyen Pays à revenu faible ou moyen Non-OCDE ACP - Asie en développement - Cairns Monde hors Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Corée, Singapour, Hongkong, Taïwan, Canada, USA et Union européenne. Non-OCDE	80 milliards, 1,3 % 180 milliards, 2,9 % 164 milliards ² 0,1 %-0,5 % ³ 50 milliards 18 milliards ⁵
Libéralisation multilatérale : gain total	J. C. M. van Meiji et F.V. van Tongeren (2001), p. 37 K. Anderson et alii. (2001a), p. 238 Australian Department of Foreign Affairs and Trade (1999), p. 29 et 40	Ne s'applique pas Ne s'applique pas Ne s'applique pas	78 milliards 250 milliards 250 milliards

1. Le scénario est celui d'une libéralisation préférentielle des pays suivants : Union européenne, États-Unis, Japon et Canada.

2. Porte essentiellement sur les effets de la libéralisation agricole.

3. N'étudie l'effet que d'une libéralisation partielle.

4. K. Anderson et alii leur reprochent toutefois de ne pas avoir utilisé les élasticités appropriées pour leur horizon temporel : K. Anderson et alii., (2001b), p. 245.

Tout comme l'estimation mobilisée par le rapport de l'OXFAM, tous ces modèles d'équilibre général calculable s'accordent à prévoir des gains faibles de la libéralisation du commerce des marchandises pour les pays du Sud. De plus, en termes absolus — sinon en termes relatifs — ils montrent que le protectionnisme des pays du Nord nuit surtout aux pays du Nord : Anderson et *alii* estiment que le protectionnisme des pays à haut revenu leur coûte 100 milliards de dollars contre 39 milliards aux pays du Sud⁶³. Ainsi, le principal gagnant en termes absolus d'une libéralisation des échanges agricoles serait le Japon et non pas les pays qui y exporteraient du riz⁶⁴. Il faut toutefois remarquer que la Banque mondiale n'estime le coût du protectionnisme des pays à haut revenu pour eux-mêmes qu'à 49 milliards⁶⁵.

Un résultat courant des conclusions des modèles d'équilibre général calculables est que les gains vont en priorité aux pays qui libéralisent leurs marchés et non pas à leurs partenaires commerciaux. Cela apparaît clairement si l'on examine les simulations portant sur le commerce de services. Le traitement de la libéralisation de celui-ci par ces modèles est difficile, car l'incertitude sur les paramètres choisis est plus importante qu'en ce qui concerne le commerce de marchandises⁶⁶. Le tableau 2 résume les résultats de ces estimations.

L'intérêt de ces simulations tient à ce qu'elles montrent que les pays du Sud bénéficieraient grandement d'une libéralisation des services alors qu'ils n'en sont nullement exportateurs. Le mécanisme de ce gain tient à ce que les services sont des consommations intermédiaires pour un grand nombre d'industries : leur libéralisation réduirait leur prix dans les pays du Sud et y augmenterait donc la productivité des secteurs industriels. De plus, cette libéralisation permettrait de transférer des ressources hors des services existants — qui sont le plus souvent inefficaces — pour les consacrer à d'autres secteurs plus productifs. Tout cela conduirait à une augmentation de la productivité des pays du Sud.

63. Il est intéressant de remarquer que dans cette estimation, les gains pour les pays en voie de développement viennent exclusivement de la modification des termes de l'échange, et les gains pour les pays développés viennent exclusivement de l'amélioration de la répartition des ressources productives : K. Anderson et *alii*. (2001b), p. 244.

64. L. Fontagné et *alii*. (2002), p. 16-19 ; Australian Department of Foreign Affairs and Trade (1999), p. 28.

65. World Bank (2001a), p. 171.

66. D'autres doutes : L. Cernat et *alii*. (2000), p. 26.

2. Résultats des simulations de la libération du commerce des marchandises et des services

Scénario	Sources	Définition du Sud	Gain en produit (en dollars et % du PIB)
Libéralisation multilatérale : gain du Sud	P. Dee & K. Honslow (2000), p. 18	Le monde hors Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Corée du Sud, Singapour, Hongkong, Taïwan, Canada, USA et Union européenne	177 milliards
	D. K. Brown, A. V. Deardorff & R. M. Stern (2001)	Le monde hors Japon, Australie, Nouvelle-Zélande, Union européenne, ALENA, Hongkong, Corée du Sud, Singapour et Taïwan	271 milliards (Nord : 1 586 milliards)
Libéralisation multilatérale : gain total	I. Goldin et alii. (1993)	Ne s'applique pas	1 073 milliards, soit 17 %
	Australian Department of Foreign Affairs and Trade (1999), p. 33	Ne s'applique pas	750 milliards

Deux conclusions se dégagent des modèles d'équilibre général calculable appliqués à l'étude du commerce international : les effets d'une libéralisation sont réduits ; la libéralisation profite en priorité aux pays qui libéralisent plutôt qu'à leurs partenaires commerciaux. Ainsi, les pays du Sud gagneraient plus à l'ouverture de leurs propres marchés qu'à l'ouverture des marchés des pays du Nord. C'est en contradiction avec les idées des sceptiques. Les outils des enthousiastes ne peuvent pas être utilisés pour affirmer que le protectionnisme des pays du Nord se fait massivement et prioritairement aux dépens des pays du Sud.

Les critiques des enthousiastes

Cette contradiction est confirmée par quelques-unes des réactions au rapport de l'OXFAM qui critiquent les arguments que celui-ci présente — tout en se joignant à sa condamnation du protectionnisme des pays du Nord.

Martin Wolf⁶⁷ affirme dans un article du *Financial Times*⁶⁸ que, malgré les bonnes intentions d'OXFAM, ses conclusions sont défendues par des exagérations et des demi-vérités ; celles-ci sont contre-productives, car elles donnent des arguments aux protectionnistes des pays développés. Par exemple, pourquoi défendre la libéralisation des pays du Nord au nom de la morale plutôt qu'au nom de l'intérêt bien compris du Nord ? Cela ne fait que rendre politiquement plus difficile la libéralisation au Nord. De même, la dénonciation du non-respect des normes sociales et environnementales par les firmes qui s'installent dans le Sud soutient de fait la lutte des protectionnistes du Nord qui dénoncent « l'énorme bruit de suction »⁶⁹ de la délocalisation des emplois industriels vers le Sud⁷⁰. Sur le fond, il reconnaît toutefois que « certaines des accusations sont justifiées »⁷¹.

Dans l'*International Herald Tribune*, Philip Bowring présente des arguments similaires, tout en ajoutant que c'est faire trop d'honneur au commerce que de le présenter comme responsables de maux issus essentiellement de mauvaises politiques nationales.

Bhagwati fait un reproche similaire à l'OXFAM : « En utilisant le langage contre-productif de « l'hypocrisie » et la rhétorique du

67. Qui est un enthousiaste de la mondialisation : cf. S. George & M. Wolf (2002).

68. M. Wolf (2002).

69. « giant sucking sound ».

70. Suivant l'expression du candidat à la présidence américaine Ross Perot en 1991, parlant de la délocalisation des emplois américains au Mexique qui aurait lieu suite à l'ALENA.

71. « some of the charges are justified ».

« commerce injuste » pour attaquer les protections des riches, une organisation charitable comme l'OXFAM, très efficace pour combattre les épidémies et les famines, fait plus de mal que de bien »⁷².

Ces enthousiastes qui se sont méfiés de la convergence que représentaient le rapport de l'OXFAM ont raison. En effet, cette convergence sur la condamnation du protectionnisme du Nord ne peut s'étendre à l'acceptation par les sceptiques de la validité des outils des enthousiastes, puisque ceux-ci ne montrent pas que le protectionnisme du Nord nuit massivement et en priorité aux pays du Sud.

Pour justifier la condamnation du protectionnisme des pays du Nord

Les outils de théorie économique utilisés par les enthousiastes sont donc en contradiction avec les conclusions des sceptiques. Certes, il est possible d'attribuer cette contradiction à la faible adaptation des outils des enthousiastes à l'étude des phénomènes de développement dans les pays du Sud. Est-il possible de justifier les conclusions des sceptiques — et donc le rôle potentiellement décisif du commerce — par des outils favorables au libre-échange qu'accepteraient donc les enthousiastes ?

Au-delà des modèles d'équilibre général calculable

Les modèles d'équilibre général calculable sont-ils un bon outil pour répondre à ces questions ?

Un bilan de l'utilisation des modèles d'équilibre général calculables dans les débats portant sur la libéralisation économique a récemment été proposé par l'un de leurs principaux utilisateurs⁷³. Il insiste sur le fait que les limites de ces modèles, et notamment l'incertitude de leurs résultats quantitatifs, n'ont pas été assez soulignées. Cela constitue d'ailleurs le consensus parmi ceux qui utilisent ces méthodes⁷⁴. Les résultats de ces modèles sont en effet sensibles aux

72. « by subscribing to the counterproductive language of "hypocrisy" and the rhetoric of "unfair trade" to attack protection by the rich, a charity such as OXFAM, splendid at fighting plagues and famines, does more harm than good » J. Bhagwati (2002).

73. J. Francois (2000), p. 22.

74. L. Cernat et alii. (2000), p. 27.

hypothèses utilisées (cf. deuxième partie). Les modèles fondés sur la concurrence monopolistique ont, par exemple, besoin d'estimations du pouvoir de marché des firmes et des économies d'échelle ; or ces estimations sont difficiles⁷⁵. Cependant, ils expliquent mieux les flux commerciaux existants que les modèles reposant sur l'hypothèse d'Armington ou supposant que les biens sont homogènes. Les modèles de concurrence monopolistique prévoient le plus souvent des gains plus importants pour la libéralisation⁷⁶.

Les débats auxquels contribuaient les modèles d'équilibre général calculable portaient traditionnellement sur les relations commerciales entre pays développés⁷⁷. Leurs hypothèses sont donc particulièrement inadaptées à l'étude des pays du Sud. Par exemple, il est probable qu'ils surestiment l'efficacité des marchés des biens de production. Les rigidités de l'offre empêchent certains secteurs des pays du Sud de se développer comme les modèles le prédiraient, par manque de consommations intermédiaires, de capital physique, d'énergie ou de travail qualifié⁷⁸.

Le point fort des modèles d'équilibre général calculable est de prendre en compte les interactions d'une multitude d'agents dont le comportement est fondé de manière microéconomique. Ils font le pont entre les comportements individuels des agents et l'évolution macroéconomique. De manière essentielle, ils reposent donc sur l'étude du comportement des agents individuels. En cela, ils sont particulièrement peu adaptés à la prévision de modifications structurelles : les mutations ne s'y font que de manière continue et marginale, sans ruptures. Ils ne peuvent donc pas intégrer un grand nombre des effets possibles, souvent liés à des externalités, de l'ouverture du marché du pays du Nord pour les pays du Sud : la création de nouveaux secteurs, la diffusion de nouvelles techniques ou de nouveaux produits, la mutation des conditions de la concurrence, l'aide à la levée des contraintes de change, etc. Étant donné la faible insertion dans le commerce mondial des pays du Sud par rapport aux pays du Nord, les effets de ce type seraient beaucoup plus importants que dans le cas d'une augmentation marginale du commerce international entre les pays du Nord. Or ces effets sont justement mal pris en compte par les modèles d'équilibre général calculable. Ces derniers sont donc des outils inadaptés à l'étude des conséquences de l'insertion dans le commerce mondial des pays du Sud.

75. J. Francois (2000), p. 5 ; J. F. Francois & D. W. Roland-Holst (1997).

76. J. Francois (2000), p. 5-6.

77. Cela est lié au fait que les pays en développement n'ont jamais été au centre des négociations commerciales par suite du régime d'*opt out* qui leur permettait jusqu'au *Tokyo Round* (inclus) de ne pas signer les engagements desquels ils souhaitaient rester à l'écart tout en bénéficiant du régime de la nation la plus favorisée. Cette situation de passager clandestin n'a pas incité les pays du Nord à faire porter les négociations sur les exportations des pays du Sud : F. Benaroya & J.-P. Cling (2001), p. 79.

78. L. Cernat et alii. (2000), p. 26.

Où les modèles d'équilibre général calculable se trahissent

Cette inadaptation est confirmée par une de leurs extensions. La Banque mondiale et l'OCDE ont essayé de prendre en compte les effets de l'ouverture commerciale sur la productivité totale d'une économie. Pour ce faire, ils ont rajouté un terme exogène d'effet de l'accroissement de la part des exportations (pour la Banque mondiale⁷⁹) ou de l'accroissement des exportations et importations (pour l'étude de l'OCDE⁸⁰) sur la productivité.

L'effet de cette modification est spectaculaire (tableau 3) : elle multiplie presque par dix l'effet de la libéralisation du commerce des marchandises d'après l'étude de l'OCDE. Dans l'estimation de la Banque mondiale, les gains des pays du Nord à une libéralisation multilatérale n'augmentent que de 71 % avec l'introduction de cet effet de productivité, alors que ceux des pays du Sud augmentent de 192 % : les pays à revenu élevé, étant plus ouverts, ont en effet déjà engrangé une partie des bénéfices de la libéralisation.

Cette augmentation du rôle de la libéralisation du marché des pays du Nord pour les pays du Sud est obtenue au prix d'un élément contraire à l'esprit des modèles d'équilibre général calculable appliqués à l'analyse du commerce international. L'atout de ces derniers est d'être construits à partir d'une base théorique microéconomique explicite et cohérente. Or, ici, s'ils utilisent cette base pour prédire l'évolution des flux de commerce, l'effet de ces flux sur le revenu dépend pour sa plus grande partie d'une relation exogène entre productivité et ouverture⁸¹ dont la base théorique n'est, ni mise en cohérence avec le reste du modèle, ni même explicitée — puisque sa justification est essentiellement empirique. Que l'introduction de cette relation soit nécessaire pour obtenir des effets de la libéralisation des pays du Nord sur les pays du Sud importants suggère que l'esprit des modèles d'équilibre général calculable convient mal au test de l'hypothèse envisagée. Il n'est toutefois pas besoin de sortir du cadre habituel de l'économie néoclassique pour trouver des modèles plus adaptés à ce test.

79. World Bank (2001a), p. 168. Ils se justifient en faisant appel à J. D. Sachs & A. M. Warner (1995) ; D. Dollar & A. Kraay (2001). Ces résultats sont en débat. Pour une opinion critique : F. Rodrigues & D. Rodrik (2001).

80. S. Dessus *et alii.* (1999), pp. 13-15. Ils se justifient en faisant appel à J. De Melo & S. Robinson (1992) et T. F. Rutherford & D. G. Tarr (1998).

81. Celle-ci étant définie de différentes manières.

3. Résultats des simulations de la libération du commerce des marchandises avec un effet exogène sur la productivité

Scénario	Sources	Définition du Sud	Gain en produit (en dollars et % du PIB)
Libéralisation unilatérale du Nord : gain du Sud	World Bank (2001a), p. 171	Non-OCDE	124 milliards, soit 1,9 %
	S. Dessus et alii. (1999), p. 17. (OCDE)	Pays à revenus faibles ou moyens	292 milliards, soit 3,1 % ¹
Libéralisation multilatérale : gain du Sud	World Bank (2001a), p. 171	Non-OCDE	539 milliards, soit 8,25 %
	S. Dessus et alii. (1999), p. 17 (OCDE)	Pays à revenus faibles ou moyens	455 milliards, soit 4,9 %

i. Comprend une baisse de 50 % des droits de douane du Sud.

Nouveaux modèles, nouvelles conclusions

Nous proposons deux cadres de réflexion qui valideraient l'hypothèse selon laquelle l'intégration à l'économie mondiale des pays du Sud par le biais de la suppression du protectionnisme des pays du Nord aurait une importance cruciale pour le développement des pays du Sud. Ces cadres étudient des changements de régime de croissance plutôt que de simples modifications marginales. Ils montrent toutefois que le libre-échange n'est pas une panacée pour les problèmes de développement. En cela, tout en restant compatibles avec le cadre d'analyse néoclassique, ils s'opposent aux recommandations de politique économique des enthousiastes. Ils confirment que la convergence entre sceptiques et enthousiastes ne s'étend pas jusqu'à un modèle d'analyse économique du rôle du commerce international.

Les rendements d'échelle croissants

Une première justification possible d'un effet important de l'ouverture des marchés des pays du Nord pour les pays du Sud est l'existence d'effets de demande liés à la présence de rendements d'échelle croissants au sein de chaque économie nationale. Dans ce cas, en effet, l'insertion sur le marché mondial permet aux pays du Sud de profiter de ces rendements croissants, et donc de passer d'un régime sans grande croissance à un régime à forte croissance. Ces rendements d'échelle croissants peuvent être dus : à des coûts fixes dans l'investissement⁸², à l'importance d'externalités positives à l'accumulation du capital humain⁸³, à l'augmentation de la taille du marché que représentent les autres producteurs géographiquement proches⁸⁴, etc. Le plus souvent, ces modèles montrent l'existence d'un piège à pauvreté, un équilibre bas où les rendements d'échelle croissants ne sont pas exploités, et un équilibre haut où ils sont exploités⁸⁵. L'insertion dans les circuits du commerce international peut permettre de passer d'un équilibre à l'autre.

Ces modèles, qui pourraient être acceptés par les sceptiques, sont en contradiction avec les recommandations politiques favorables au libre-échange qui sont défendues par les enthousiastes. En effet, leurs conclusions en matière de politique optimale sont beaucoup plus ambiguës que dans le cas des modèles néoclassiques habituels. Il est possible, par exemple, que l'insertion commerciale, en incitant des pays à se spécialiser dans des biens qui ont moins de potentiels en terme de rendements croissants, soit moins porteuse de croissance que

82. P. N. Rosenstein-Rodan (1943), K. M. Murphy, A. Shleifer & R. Vishny (1989).

83. C. Azariadis & A. Drazen (1990).

84. P. R. Krugman, (1991).

85. Pour une réflexion sur ces phénomènes : A. d'Autume & P. Michel (1993).

l'autarcie⁸⁶. Même quand ce n'est pas le cas, il existe souvent beaucoup de manières différentes, autres que l'engagement dans le commerce international de profiter des rendements croissants.

Ce résultat apparaît clairement dans les mécanismes mis en lumière par les travaux récents de la nouvelle théorie du commerce et de l'économie géographique. Certains de ces développements sont déjà pris en compte dans les modèles d'équilibre général calculables, comme la concurrence imparfaite. Mais il est possible d'aller plus loin en insistant sur deux points⁸⁷. D'une part, les différents acteurs du commerce international peuvent acquérir des avantages comparatifs grâce à l'exploitation des effets d'agglomération : des rendements d'échelle croissants liés aux externalités positives du développement d'une entreprise pour les entreprises proches, par le biais, par exemple, d'une meilleure formation des travailleurs. D'autre part, l'exploitation de ces rendements d'échelle croissants ne peut se faire que dans la limite de la taille du marché destinataire des biens.

Ce modèle propose une explication du fait que le développement de leurs exportations, suite à une baisse des coûts du commerce international, transport, assurance, communication, a eu empiriquement un effet très positif à la fin du XX^e siècle sur le développement de certains pays asiatiques. Il encourage les autres pays du Sud à exploiter leurs avantages comparatifs actuels sur le marché international — essentiellement le faible coût de la main-d'œuvre — pour entrer eux aussi dans un cercle d'agglomération vertueux — tout en reconnaissant un rôle pour les politiques de protection des industries naissantes. Il fait porter une lourde responsabilité aux politiques commerciales des pays du Nord, qui protègent les activités du Nord et empêchent les pays du Sud d'entrer dans un cercle vertueux : il correspond donc aux idées défendues par les sceptiques. Comme les pays asiatiques ont fait de l'intégration à l'économie mondiale la fin de leurs politiques industrielles, les montrer en exemple n'est pas non plus choquant pour les enthousiastes.

Mais ce modèle permet aussi de tirer des conclusions en contradiction avec la condamnation par les enthousiastes des politiques de substitutions aux importations ayant comme fin un développement autocentré. Il est possible d'entrer dans ce cercle vertueux en protégeant son marché et en agrandissant sa taille sans chercher, dans une première phase, à conquérir les marchés internationaux. C'est ce qu'ont fait les États-Unis au XIX^e siècle. Leurs politiques d'accueil des migrants et de protection du marché intérieur ont permis l'exploitation par leurs entreprises d'un marché d'une taille considérable. Cela a conduit à leur entrée dans un cercle vertueux d'agglomération. Leur conquête des marchés internationaux n'est venue qu'après.

86. A. Young (1991).

87. Cette discussion est tirée de N. Crafts & A. J. Venables (2001).

Cette contradiction est confirmée par une étude théorique qui montre spécifiquement que, dans le cadre de ce modèle, une politique de substitution aux importations peut conduire à un cercle vertueux d'agglomération au même titre qu'une politique d'encouragement des exportations⁸⁸.

Ces modèles, qui montrent le rôle potentiellement majeur du commerce international, montrent aussi qu'une politique protectionniste peut conduire à un résultat similaire. Ils seraient donc admis par les sceptiques, mais s'accordent mal à la défense du libre-échange par les enthousiastes.

Les réformes commerciales comme réformes institutionnelles

Une autre variable potentiellement importante pour la croissance est la qualité des institutions⁸⁹. L'existence d'institutions de qualité est cruciale pour que les pays du Sud puissent se développer, et notamment recueillir les bénéfices de l'ouverture sur l'extérieur. L'intégration aux marchés mondiaux peut être gâchée par des politiques intérieures inadaptées, notamment si celles-ci privilégient les activités de capture de rentes plutôt que les activités productives. Par exemple, si les recettes issues des ressources minières ne servent qu'à entretenir une classe dirigeante inefficace ou à payer les armes et les mercenaires nécessaires à la conduite de conflits armés, il aurait mieux valu pour ce pays ne pas disposer de matières premières. Il est clair aussi que la création de monopole de vente de café ou de cacao en Côte d'Ivoire ou au Ghana, malgré le rôle potentiellement positif de stabilisateur à court terme des cours, a en fait joué un rôle négatif en capturant une grande partie du revenu de ces exportations et en décourageant les producteurs de réagir aux variations à long terme des prix internationaux.

Ce cadre, qui met en premier plan les institutions, est tout à fait accepté par les enthousiastes dans le cadre du « nouveau consensus de Washington »⁹⁰. Ils affirment que les réformes commerciales — à la fois celles qui ouvrent les marchés des pays du Sud et celles qui encouragent les pays du Sud à exporter — présentent des avantages importants :

— S'il existe des raisons de douter de la bonne volonté des gouvernements nationaux, ces réformes peuvent être imposées aux pays concernés plus facilement que des réformes strictement intérieures. Elles concernent en effet les rapports entre les nationaux et les étrangers : ces derniers peuvent utiliser les pouvoirs de leurs pays d'origine ou des organisations internationales pour forcer l'application

88. D. Puga & A. J. Venables (1999).

89. D. C. North (1990).

90. Cf., entre de nombreux exemples, World Bank (2002).

de la réforme. Pratiquement, il n'est cependant pas sûr que la communauté internationale ait vraiment le pouvoir d'imposer ce type de politique à tous, notamment — paradoxalement — aux pays les plus pauvres⁹¹.

— Il est possible d'espérer que l'établissement d'institutions efficaces (notamment en matière de protection juridique) à l'égard des entrepreneurs étrangers — importateurs, exportateurs et investisseurs — conduira à l'amélioration des institutions qui règlent les activités des entrepreneurs nationaux, puis de celles qui s'occupent de l'ensemble des citoyens. Cet espoir d'une « diffusion » des institutions semble avoir été important pour la détermination de la politique des États-Unis de soutien à l'état de droit⁹² en Chine⁹³.

— L'engagement volontaire envers la communauté internationale d'un gouvernement peut lui fournir un moyen de se lier les mains et ainsi de convaincre sa population de la crédibilité de son engagement.

— Enfin, l'ouverture du marché intérieur a l'avantage de la simplicité. Au contraire, les politiques commerciales stratégiques demandent des décisions fines que les différents groupes de pression peuvent manipuler — par exemple la distribution des licences d'importation et la recherche d'une protection optimale. Le gaspillage de ressources nationales en politiques de captures de rente par les acteurs privés n'est pas à encourager. Une politique commerciale stratégique est plus exigeante en terme de capacité administrative qu'une politique de libéralisation.

Malgré ces avantages, l'ouverture d'un pays à l'extérieur, par le respect des règles de l'OMC ou l'instauration d'un régime commercial libéral, a des coûts en ressources humaines, en capacités administratives et en popularité pour les gouvernements qui la mettent en place⁹⁴. Elle exige une modification profonde des comportements de l'administration et de ses relations avec le secteur privé et le reste du monde. Les pays doivent en effet s'assurer qu'ils respectent les droits internationaux de propriété, qu'ils accompagnent la restructuration des secteurs non compétitifs soumis à la concurrence et qu'ils se couvrent des risques accrus liés à l'insertion dans le commerce international.

Le développement de la réflexion dans cette direction transforme l'approche habituelle des réformes commerciales. Au lieu de voir en elles l'un des éléments indispensables à toute réforme institutionnelle, on doit ne les considérer que comme une des formes de réformes institutionnelles possibles. L'allocation de ressources aux réformes

91. Voir dans le débat sur l'aide et la conditionnalité : R. F. Hopkins (2000) et R. Kanbur, (2000).

92. *rule of law*.

93. M. C. Stephenson (2000), p. 14.

94. Cette discussion s'inspire largement de D. Rodrik (2002) et D. Rodrik (2000).

commerciales — potentiellement décisive pour le développement — ne se justifie que si elles présentent plus d'avantage, pour un même coût, que d'autres réformes possibles. Il faut donc comparer les coûts et les avantages des réformes commerciales, et évaluer le coût d'opportunité du capital social et politique qu'elles nécessitent avec celui d'autres programmes de développement : réduction de la pauvreté, extension de l'éducation primaire aux jeunes filles, etc. Une fois ce principe admis, il n'est pas certain que l'intégration enthousiaste à l'économie mondiale soit la meilleure manière de dépenser les ressources d'un État ⁹⁵. Pour reprendre la conclusion d'une intervention de Rodrik : « L'utilisation stratégique du commerce international et des mouvements de capitaux fait *partie* d'une politique de développement : elle ne s'y substitue pas » ⁹⁶.

Les théories économiques qui soutiennent véritablement l'idée que l'intégration accrue des pays du Sud au marché international les aiderait grandement à se développer — soit par l'exploitation de rendements croissants soit par l'amélioration de leurs institutions — montrent que l'intégration n'est pas une panacée pour les pays du Sud : elles sont donc en contradiction avec les positions en faveur du libre-échange des enthousiastes. L'accord sur la condamnation du protectionnisme des pays du Nord ne peut donc pas être étendu à un accord sur une analyse économique des effets de l'insertion internationale.

Où les sceptiques divergent

Cette incompatibilité des théories économiques est confirmée par la persistance d'un discours sceptique irréconciliable avec les enthousiastes, même de la part de participants à la convergence comme l'OXFAM.

Les sceptiques radicaux

Tous les sceptiques de la mondialisation ne sont pas d'accord avec l'OXFAM pour dire que l'accès au marché des pays du Nord devrait être recherché par les pays du Sud. Des critiques sont parvenues de groupes comme *Food First* ⁹⁷, *Focus on Global South* ⁹⁸ et *Research*

⁹⁵. Le même type de raisonnement pourrait être appliqué au rôle de la technique dans le développement : l'ouverture commerciale peut encourager la diffusion de nouvelles techniques dans l'économie ; mais il n'est pas certain qu'elle soit la façon la plus efficace de le faire.

⁹⁶. D. Rodrik (2002), « *Strategic use of international trade and capital flows is part of a development strategy ; it does not substitute for it* ».

⁹⁷. Aussi appelé *Institute for Food and Development Policy*, basé en Californie. Rapporté par G. Capdevila (2002).

⁹⁸. *Think tank* installé dans le Sud-Est asiatique. Pour sa description, cf. C. Losson, & P. Quinio (2002), p. 201-203. Pour les textes des critiques, cf. W. Bello (2002a) ; W. Bello (2002b).

*Foundation for Science, Technology and Ecology*⁹⁹. Le rapport a aussi provoqué la démission de Severina Rivera, principal conseiller pour le commerce¹⁰⁰ de l'OXFAM Amérique¹⁰¹. Les critiques sont de deux types.

D'abord une critique sur la stratégie employée. Beaucoup de sceptiques pensent qu'avant de réformer le système économique mondial, il faut interrompre le processus de libéralisation des échanges, et même mettre en route un processus de « délibéralisation »¹⁰². Pour cela, après les avancées effectuées à Doha, ils envisagent de faire en sorte que les négociations qui auront lieu à Cancun pour la 5^e réunion ministérielle en 2003 soient un échec comparable à celui de Seattle en 1999. Il serait donc contre-productif de chercher à instrumentaliser l'OMC et les négociations internationales pour faire avancer la position du Sud : il faudrait au contraire exacerber les oppositions entre les différents pays du Nord et entre le Nord et le Sud. Le rapport de l'OXFAM va plutôt dans le sens de la recherche d'un compromis : il est donc nuisible. Il l'est d'autant plus qu'il s'agit d'un rapport venant du haut plutôt que d'une consultation large, et qu'il encourage la division parmi les militants altermondialistes.

À cette critique sur la stratégie s'ajoute aussi une critique sur le fond. Celle-ci affirme que l'ouverture des marchés du pays du Nord aux pays du Sud n'aura pas d'effets bénéfiques. D'après Anuradha Mittal, codirecteur de *Food First* : « [...] Le rapport de l'OXFAM appelle de ses vœux plus d'exportations de la part des pays en développement, sans reconnaître que l'agriculture tournée vers l'exportation a contribué à augmenter la faim et la pauvreté dans le monde, et a privé des millions de personnes de la terre, de l'eau et des semences. Une telle production pour l'exportation a été encouragée aux dépens de la sécurité alimentaire intérieure et a conduit à une concentration accrue des systèmes alimentaires dans les firmes »¹⁰³. Colin Hines — ancien directeur de l'unité économie internationale chez Greenpeace — a déclaré que : « Dépendre de marchés se trouvant hors des frontières des pays en développement, et donc hors de leur

99. *Think tank* installé en Inde et dirigé par Vandana Shiva, aussi incontournable en Inde que Bello dans l'Asie du Sud-Est ; cf. C. Losson & P. Quinio (2002), p. 75, 201 et *passim*. Pour le texte de la critique, cf. V. Shiva (2002).

100. *senior advisor on trade*.

101. W. Bello (2002a).

102. Walden Bello : « Pour le mouvement contre la mondialisation organisée par les firmes, il semble assez clair que l'objectif stratégique doit être d'arrêter ou d'inverser la libéralisation organisée sous le mandat de l'OMC ». (« *For the movement against corporate-driven globalization, it seems fairly clear that the strategic goal must be halting or reversing WTO-mandated liberalization* »), W. Bello (2002a). Pour une présentation de Walden Bello, cf. C. Losson & P. Quinio (2002), p. 201.

103. « [...] the Oxfam report calls for more exports from developing countries while failing to acknowledge that export-oriented agriculture has contributed to increased global hunger and poverty, and alienated millions of people from land, water and seeds. Such export-oriented production has been promoted at the expense of domestic food security and has led to further corporate concentration of the food system » *Food First* (Press Release) (2002).

contrôle, n'est sans doute pas propre à pourvoir les pays en développement d'un futur sûr ou d'une route majeure pour échapper à la pauvreté »¹⁰⁴. D'une manière plus générale, une partie des altermondialistes pense que toute insertion accrue dans le commerce international ne peut apporter que misère, pollution et injustice pour les pays du Sud et les pauvres des pays du Nord¹⁰⁵.

Les sceptiques qui rejettent explicitement toute une convergence de vue avec les enthousiastes ne représentent toutefois que la partie la plus radicale de la « génération Seattle ».

Les sceptiques modérés

L'OXFAM et d'autres groupes parmi les sceptiques acceptent l'idée que l'insertion dans le commerce international serait une bonne chose pour les pays du Sud. Mais même ces sceptiques modérés proposent des points de vue difficilement compatibles avec la vision des enthousiastes. Ainsi le rapport 2002 de l'UNCTAD signale les risques de baisse des prix liés au développement des exportations de produits primaires et de produits manufacturés intensifs en travail¹⁰⁶. L'OXFAM défend l'insertion des pays du Sud dans le commerce international tout en se méfiant de leur propre ouverture. Il est donc en contradiction avec l'opinion des enthousiastes selon laquelle la libéralisation est toujours une bonne chose.

C'est le thème du cinquième chapitre du rapport. Il montre comment le Nord a imposé des libéralisations trop rapides aux pays du Sud. Intervenant dans le débat portant sur l'importance du commerce extérieur pour la croissance d'un point de vue empirique, il affirme que la variable observée par les modèles est l'insertion dans le commerce international alors que les enthousiastes prônent l'ouverture des marchés des pays du Sud. Cette dernière a empiriquement des effets ambigus sur les performances macroéconomiques. Il montre que les politiques de libéralisation commerciale ne peuvent avoir des effets positifs que couplées avec des politiques de réduction de la pauvreté¹⁰⁷.

Ensuite, l'OXFAM soutient la régulation des marchés internationaux, notamment ceux des matières premières tropicales. Dans son sixième chapitre, le rapport décrit la baisse récente des cours et ses conséquences pour les pauvres du Sud. Il accuse la surproduction mondiale et le comportement des intermédiaires, et souligne les insuffisances du

104. « *depending on markets outside developing countries' own borders, and therefore outside their control, is hardly likely to provide them with a secure future or a major route for escape from poverty* ». K. Watkins & C. Hines (2002).

105. Cf. l'ensemble des articles de l'ouvrage suivant : E. Goldsmith & J. Manders (1996).

106. UNCTAD (2002), c'est le thème du « paradoxe de composition ».

107. L'importance de ces dernières est d'ailleurs largement admise World Bank (2001b).

mouvement en faveur du commerce équitable et des tentatives de reconstruction de cartels de producteurs. Il propose la création d'une institution internationale de surveillance du marché des matières premières.

Reprenant un thème courant parmi les sceptiques de la mondialisation, l'OXFAM dénonce le rôle des entreprises transnationales dans le système économique mondial. C'est l'objet du septième chapitre du rapport. Le potentiel lié à leurs rôles d'investisseurs et d'employeurs y est reconnu, mais leurs réalisations concrètes sont critiquées. Leurs tentatives d'autorégulations (instauration de chartes de qualité et de procédures de contrôle des fournisseurs) et leurs méthodes de commercialisation sont passées au crible ; le chapitre se clôt par un appel à plus de régulation, notamment par le biais du Bureau international du travail.

Comme la plupart des sceptiques, l'OXFAM condamne l'application aux pays du Sud de l'accord *TRIPs* (Aspects de droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) et *GATS* (Accord général sur le commerce des services). Il remarque finalement que les règles de l'OMC sont utilisées pour interdire aux pays du Sud l'utilisation de politiques qui ont pourtant réussi à la fois aux pays du Nord au XIX^e siècle et aux pays d'Extrême-Orient avant les années 1990 ¹⁰⁸.

Enfin, les sceptiques proposent un éventail de réformes politiques et institutionnelles qui vont bien au-delà de la libéralisation. Dans le neuvième chapitre du rapport, l'OXFAM propose des réformes à trois niveaux. Il est nécessaire pour chaque pays d'adapter à l'ouverture internationale l'ensemble de ses politiques, même celles qui ne concernent pas directement les relations internationales. Il faut développer la collaboration internationale au sujet de l'assistance au développement et la régulation des mouvements de capitaux. Enfin, il faudrait modifier la manière dont fonctionne l'OMC pour donner une influence plus importante aux pays du Sud.

L'OXFAM demande à la fois l'ouverture complète des pays du Nord aux produits du Sud et le droit des pays du Sud à mener les politiques de protection commerciale et d'adaptation des règles internationales qu'ils jugent nécessaires à leur développement économique. Ce n'est pas la thèse des enthousiastes qui soutiennent que la libéralisation commerciale serait la meilleure politique pour les pays du Nord et les pays du Sud.

¹⁰⁸. C'est le thème du « repousser l'échelle après soi » (« *kicking away the ladder* »). Cf. H.-J. Chang (2002).

Conclusion

La première partie de cet article a mis en évidence une convergence d'opinion entre les sceptiques et les enthousiastes de la mondialisation dans la condamnation des politiques protectionnistes des pays du Nord.

La deuxième partie a montré que, en fait, selon les outils néoclassiques d'analyse des effets des restrictions commerciales utilisés par les enthousiastes — et repris dans le cadre de la convergence d'opinion par les sceptiques — les gains de l'ouverture des marchés des pays du Nord seraient faibles et reviendraient en priorité aux pays du Nord. Les modèles économiques des enthousiastes ne permettent donc pas d'étendre l'accord entre enthousiastes et sceptiques sur un résultat à un accord sur une analyse du commerce international.

La troisième partie a illustré que les outils utilisables pour montrer que le protectionnisme des pays du Nord gêne le développement des pays du Sud reposent sur des mécanismes qui impliquent que la libéralisation n'est pas une panacée pour le développement. Encore une fois, ces outils ne permettent pas d'étendre l'accord entre sceptiques et enthousiastes.

L'accord entre sceptiques et enthousiastes pour condamner le protectionnisme des pays du Nord ne s'étend donc pas à une analyse du commerce international. Soit on en reste aux modèles présentés dans la deuxième partie, qui admettent que l'ouverture des marchés est bien une politique optimale pour tous, mais alors l'accès aux marchés des pays du Nord n'apporterait pas de gains considérables aux pays du Sud. Soit on part des cadres différents présentés dans la troisième partie : l'accès aux marchés des pays du Nord par les pays du Sud peut apporter des gains considérables, mais alors l'ouverture des marchés n'est pas obligatoirement la politique optimale. Ce désaccord persiste malgré le fait que les sceptiques empruntent les outils des enthousiastes pour conforter leurs positions. Ainsi, malgré son utilisation des modèles d'équilibre général appliqués à l'analyse du commerce internationale, l'OXFAM soutient que les pays du Sud doivent être laissés libres de choisir leurs politiques de développement, même si celle-ci passe par des politiques commerciales stratégiques. La raison pour laquelle l'OXFAM utilise la rhétorique des bienfaits du libre-échange dans certains passages du rapport et pourquoi certains enthousiastes feignent de croire à sa sincérité est plutôt à chercher du côté de la science politique que de la science économique.

Références bibliographiques

- ANDERSON K. B. DIMARANAN, J. FRANCOIS, T. W. HERTEL, B. HOEKMAN, et W. MARTIN, 2001a : « The Cost of Rich (and Poor) Country Protection to Developing Countries », *Centre for International Economic Studies, Discussion Paper*, Adelaide University.
- ANDERSON K., B. DIMARANAN, J. FRANCOIS, T. W. HERTEL, B. HOEKMAN, et W. MARTIN, 2001b : « The Cost of Rich (and Poor) Country Protection to Developing Countries », *Journal of African Economy*, Vol.10, p. 227-257.
- AUSTRALIAN DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND TRADE, 1999 : *Global Trade Reform: Maintaining Momentum*.
- D'AUTUME, A. et P. MICHEL., 1993 : « Hystérésis et piège du sous-développement dans un modèle de croissance endogène », *Revue économique*, n° 2, p. 431-450.
- AZARIADIS C. et A. DRAZEN, 1990 : « Threshold Externalities in Economic Development », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 105, n° 2, p. 501-526.
- BANNISTER G. J. et K. THUGGE : 2001 : « International Trade and Poverty Alleviation », *Finance and Development*, Vol. 38, n° 4.
- BELLO W., 2002a : « The OXFAM debate: from controversy to common strategy », *Focus on Trade: an electronic bulletin by Focus on Global South*, p. 1-4, Chulalongkorn University Social Research Institute.
- BELLO W., 2002b : « What's wrong with the OXFAM trade campaign », *Focus on Trade : an electronic bulletin by Focus on Global South*, p. 2-3, Chulalongkorn University Social Research Institute.
- BENAROYA F. et J.-P. CLING, 2001 : « Crise du développement et impasse des négociations commerciales multilatérales », *Revue Française d'Économie*, Vol. XVI, n° 2, p. 73-117.
- BHAGWATI J., 2002 : « The poor's best hope », *The Economist*, 20 juin.
- BLUSTEIN P., 2002 : « New Faith in Free Trade : In Break With Allies, Oxfam Backs Globalization », *The Washington Post*, 14 avril.
- BROWN D. K., A. V. DEARDORFF et R. M. STERN, 2001 : « CGE Modeling and Analysis of Multilateral and Regional Negotiations Options », *Working Papers of the Department of Economics*, Tufts University, <http://ase.tufts.edu/econ/papers/2000108.pdf>.
- CAPDEVILA G., 2002 : « OXFAM Critique of WTO Triggers Reactions from All Sides », *Inter Press Service*, 12 avril.

- CERNAT L., S. LAIRD et A. TURRINI, 2000 : « Back to Basics: Market Access Issues in the Doha Agenda », *United Nations Conference on Trade and Development*, <http://www.unctad.org/pl166/modules/mod5/Back%20to%20basics.pdf>.
- CHANG H.-J., 2002 : *Kicking Away the Ladder: Policies and Institutions for Economic Development in Historical Perspective*, Anthem Press.
- CHEMINEAU L., 2002 : « La lutte contre la pauvreté requiert plus de démocratie, selon la Banque mondiale », *La Tribune*, p. 6, 22 août.
- CRAFTS N. et A. J. VENABLES, 2001 : « Globalization in History: a Geographical Perspective », *Paper presented at the Globalization in Historical Perspective Conference*.
- CRESPO E. B. et P. N. RASMUSSEN, 2002 : « Réformer la mondialisation », *Libération*, p. 9, 8 octobre.
- DEE P. et K. HONSLow, 2000 : « Multilateral Liberalization of Services Trade », *Staff Research Paper*, Productivity Commission, Canberra, <http://www.pc.gov.au/research/starffres/multilatlib/multilatlib.pdf>.
- DESSUS S., K. FUKASAKU et R. SAFADI, 1999 : « Multilateral Tariff Liberalisation and the Developing Countries », *OECD Development Centre Policy Brief*, OECD.
- DOLLAR D. et A. KRAAY, 2001 : « Trade, Growth and Poverty, World Bank Policy Department », *Working Papers*, http://econ.worldbank.org/files/2207_wps2615.pdf.
- DREWRY M., J. MACMULLAN et J. BENTHALL, 2002 : *Trade justice : a campaign handbook*, MRDF, Speak, Traidcraft, Christian Aid.
- DUMONT L., 2001 : « OXFAM, World Company Caritative », *L'Expansion*, p. 62-64, 12-25 avril.
- EUROPEAN UNION, 2002 : « Rigged Rules and Double Standards-Trade, Globalisation and The Fight Against Poverty », *Comments from the Commission*, 17 avril.
- FONTAGNÉ L., J.-L. GUÉRIN et S. JEAN, 2002 : « Multilateral Trade Liberalization: Scenarios for the New Round and Assessment », *Paper presented at the ECOMOD Network Conference*, Brussels.
- FOOD FIRST, 2002 : « New OXFAM Campaign Promotes U.S., E.U. Trade Positions: Position Contradicts Developing Country Demands For WTO Reform », *Communiqué de presse*.
- FRANCOIS J., 2000 : « Assessing the Results of General Equilibrium Studies of Multilateral Trade Negotiations », *Policy Issues in International Trade and Commodities, United Nations Conference on Trade and Development*.

- FRANCOIS J. F. et K. A. REINERT (Éds.), 1997 : *Applied Methods for Applied Commercial Policy Analysis : A Handbook*, Cambridge University Press.
- FRANCOIS J. F. et D. W. ROLAND-HOLST, 1997 : « Trade Policies, Scale Economies, and Imperfect Competition in Applied Trade Policies », in J. F. Francois & K. A. Reinert (Éds.), *Applied Methods for Applied Commercial Policy Analysis : A Handbook*, Cambridge University Press.
- GEORGE S. et M. WOLF, 2002 : *Pour ou contre la mondialisation libérale*, Bernard Grasset et les Échos.
- GOLDIN I., O. KNUDSEN et D. VAN DER MENSBRUGGHE, 1993 : *Trade Liberalization: Global Economic Implications*, OECD/World Bank.
- GOLDSMITH E. et J. MANDERS (Eds.), 1996 : *The case against the global economy and for a turn toward the local*, Sierra Club Books.
- HERTEL T.W. (Éd.), 1997 : *Global Trade Analysis: Modeling and Applications*, Cambridge University Press.
- HOPKINS R. F., 2000 : « Political economy of foreign aid », in F. Tarp (Ed.), *Foreign Aid and Development: Lessons Learnt and Directions for the Future*, Routledge, p. 423-449.
- IANCHOVICHINA E., A. MATTO et M. OLARREAGA, 2001 : « Unrestricted Market access for sub-Saharan Africa », *World Bank Policy Research Working Paper*.
- INTERNATIONAL MONETARY FUND et WORLD BANK, 2002a : « Market Access for Developing Countries' Exports », <http://www.imf.org/external/np/madc/eng/042701.pdf>.
- INTERNATIONAL MONETARY FUND et WORLD BANK, 2002b : « Market Access for Developing Country Exports — Selected Issues », http://econ.worldbank.org/files/18875_market_access.pdf.
- KANBUR R., 2000 : « Aid, Conditionality and Debt in Africa », in F. Tarp (Ed.), *Foreign Aid and Development: Lessons Learnt and Directions for the Future*, Routledge.
- KRISTOF N. D., 2002 : « Farm Subsidies that Kill » *The New York Times*, 5 juillet.
- KRUGMAN P. R., 1991 : « Increasing Returns and Economic Geography », *Journal of Political Economy*, Vol. 49, p. 137-150.
- LARONCHE M., 2002 : « Croisade pour un commerce équitable », *Le Monde*, p. 4, 24 avril.
- LOSSON C. et P. QUINIO, 2002 : *Génération Seattle : Les rebelles de la mondialisation*, Grasset.

■ Guillaume Daudin

- DE MELO J. H. et S. ROBINSON, 1992 : « Productivity and Externalities: Models of Export-Led Growth », *Journal of International Trade & Economic Development*, Vol. 1, n° 1, p. 41-68.
- MURPHY K. M., A. SHLEIFER et R. VISHNY, 1989 : « Industrialisation and the Big Push », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 97, n° 5, p. 1003-1026.
- NORTH D. C., 1990 : *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press.
- PUGA D. et A. J. Venables, 1999 : « Agglomeration and Economic Development: Import Substitution vs. Trade Liberalisation », *Economic Journal*, Vol. 109, p. 292-311.
- RODRIGUES F. et D. RODRIK, 2001 : « Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to Cross-National Evidence », in B. S. Bernanke & K. Rogoff (Eds.), *NBER Macroeconomic Annual 2000*, MIT Press.
- RODRIK D., 2000 : « Can Integration into the World Economy Substitute for a Development Strategy ? », Paper presented at the ABCDE-Europe Conference, Paris.
- RODRIK D., 2002 : « Trade Policy Reform as Institutional Reform », in B. Hoekman, A. Mattoo, & P. English (Éds.), *Development, Trade and the WTO*, p. 3-10, The World Bank.
- ROSENSTEIN-RODAN P. N., 1943 : « Problems of Industrialisation in Eastern and South-Eastern Europe », *Economic Journal*, Vol. 53, p. 202-211.
- RUBIO F., 2002 : « Les ONG, acteurs de la mondialisation », *Problèmes politiques et sociaux, La Documentation Française*, n° 877-878.
- RUTHERFORD T. F. et D. G. TARR, 1998 : « Trade Liberalization and Endogenous Growth in a Small Open Economy: A Quantitative Assessment », *Policy Research Working Paper*, World Bank, <http://www.worldbank.org/html/dec/Publications/Workpapers/WPS1900series/wps1970/wps1970.pdf>.
- SACHS J. D. et A. M. WARNER, 1995 : « Economic Reform and the Process of Global Integration », *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 1, p. 1-118.
- SHIVA V., 2002 : « Export at any cost : OXFAM's free trade recipe for the Third World », <http://www.oxfam.uk>.
- STEPHENSON M. C., 2000 : « A Trojan Horse Behind Chinese Walls? : Problems and Prospects of US-Sponsored " Rule of Law " Reform Projects in the People's Republic of China », *CID Working Paper*, n° 47, Center for International Development at Harvard University.

- THE ECONOMIST, 2002 : « Of celebrities, charities and trade », *The Economist*, 74-5, 1^{er} juin.
- UNCTAD, 1999 : *Trade and Development report*, UNCTAD.
- UNCTAD, 2002 : *Trade and Development report*, UNCTAD.
- VAN DER MENSBRUGGHE D., 2001 : « LINKAGE Technical Reference Document », *World Bank*, <http://www.worldbank.org/prospects/pubs/TechRef.pdf>.
- VAN MEIJL J. C. M. et F. W. VAN TONGEREN, 2001 : « Multilateral trade liberalisation and developing countries: A North-South perspective on agriculture and processing sectors », *Agricultural Economics Research Institute, The Hague*, http://www.lei.dlo.nl/publicaties/PDF/2001/6.xxx/6_01_07.pdf.
- VERHOFSTADT G., 2002 : « Lettre ouverte aux altermondialistes », *Libération*, p. 6.
- WATKINS K., 1991 « Agriculture and Food Security in the GATT Uruguay Round », *Review of African Political Economy*, Vol. 18, n° 50, p. 38-50.
- WATKINS K., 1994a : « Debt Relief for Africa », *Review of African Political Economy*, Vol. 21, n° 62, p. 599-609.
- WATKINS K., 1994b : « GATT: A Victory for the North », *Review of African Political Economy*, Vol. 21, n° 59, p. 60-66.
- WATKINS K., 1995 : « Aid Under Threat », *Review of African Political Economy*, Vol. 22, n° 66, p. 517-523.
- WATKINS K., 2000 : « Growth with Equity: The Key to Poverty Reduction », *New Economy*, Vol. 7, n° 4, p. 189-193.
- WATKINS K., 2002 : « Making Globalization Work for the Poor », *Finance and Development*, Vol. 39, n° 1, p. 24-27.
- WATKINS K. et P. FOWLER, 2002 : *Rigged Rules and Double Standards : Trade, Globalisation, and the Fight against Poverty*, OXFAM.
- WATKINS K. et C. HINES, 2002 : « Debate: Is Oxfam right to insist that increased access to Northern markets is a solution to the Third World's problems ? », *The Ecologist*, p. 34-5, juillet.
- WOLF M., 2002 : « Oxfam report does more harm than good », *The Financial Times*, 7 mai.
- WORLD BANK, 2001a : *Global Economic Prospects 2002*, World Bank.
- WORLD BANK, 2001b : *Rapport sur le Développement dans le Monde 2000/2001 : Combattre la Pauvreté*, World Bank.
- WORLD BANK, 2001c : *World Development Indicators*, World Bank.

WORLD BANK, 2002 : *World Development Report 2002 : Building Institutions for Markets*, Word Bank.

WORLD TRADE ORGANISATION, 2002 : « Moore welcomes Oxfam report but cite omissions and errors », WTO, *Communiqué de presse*.

YOUNG A., 1991 : « Learning by Doing and the Dynamic Effects of International Trade », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 106, n° 2, p. 369-405.